



QUIMPER, le 5 novembre 2007

Le Président

Monsieur Michel BARNIER
Ministre de l'Agriculture et de la Pêche
78, rue de Varenne
75949 PARIS 07 SP

Monsieur le Ministre,

A l'heure où les marins-pêcheurs manifestent avec force leurs difficultés face, en particulier, à la hausse du prix des carburants, je souhaite vous faire part, au nom de Conseil général du Finistère, de nos préoccupations, mais également de notre envie de voir perdurer la pêche sur notre territoire.

La pêche a un poids économique et social particulier en Finistère. Deux chiffres pour l'illustrer : 1 marin pêcheur sur 6 est finistérien, 28% de la pêche française est finistérienne.

Nous croyons en l'avenir de cette filière. C'est pour cette raison que le Conseil général du Finistère a engagé ces trois dernières années des travaux importants, à hauteur de 35 millions d'euros, dans les ports de pêche.

C'est pour cette raison aussi qu'avec les professionnels et toute la filière, nous avons engagé depuis un an et demi une réflexion de fond quant à l'avenir de ce secteur et aux orientations qui doivent être prises à court et moyen terme pour affronter les défis actuels et à venir.

Ainsi, nous accompagnons actuellement les professionnels sur la structuration de leur filière, avec des propositions très concrètes. Vous comprendrez tout l'intérêt que nous portons à la mission que vous avez confiée à M. Roncière. J'espère sincèrement que, compte tenu de l'importance de la pêche finistérienne en France, vous choisirez d'être à nos côtés dans ce travail de restructuration de la filière, afin de faire de notre département un site pilote.

Je vous invite à vous rendre dès que possible dans notre département pour prendre connaissance de ces réflexions de fond et apporter des réponses concrètes et fermes aux inquiétudes exprimées par les pêcheurs finistériens, bretons et français.

Les revendications actuelles des marins-pêcheurs, confrontés au coût du carburant, sont légitimes. Elles cachent une profonde inquiétude sur l'avenir de cette filière. Elles appellent une réponse urgente.

Je puis vous affirmer que les marins-pêcheurs et tous les professionnels de la filière ont envie de faire vivre la pêche française. Nous sommes, nous, collectivités locales, à leurs côtés. J'espère sincèrement que vous ne tournerez par le dos à la mer et prendrez les mesures adéquates pour répondre à votre tour à ces inquiétudes.

En vous réitérant mon invitation à vous rendre dans les ports finistériens, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pierre MAILLE